

MISE À LA DISPOSITION

Numéro 155-T

MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES

ET

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

EN FAVEUR DE

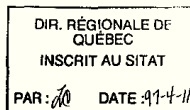
HYDRO-QUÉBEC

Référence : projet numéro 259200, Pamouscachiou 1 et 2, barrages

Hydro-Québec : dossier 1402-016/184-259200-001

MEF : dossier 4121-02-96-0031

MRN : dossier 93070200.004



**CONVENTION DE
MISE À LA DISPOSITION D'HYDRO-QUÉBEC
(L.R.Q., CHAPITRE H-5, ARTICLE 32)**

ENTRE : Le MINISTRE D'ÉTAT DES RESSOURCES NATURELLES, M. Guy Chevette, ici représenté par M^{me} Violette Verville, en sa qualité de chef du Service de la concession des terres, dûment habilitée par le Règlement sur la signature de certains actes, documents et écrits du ministère des Ressources naturelles, adopté par le décret 1455-95 du 8 novembre 1995, et le MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE, M. David Cliche, ici représenté par M. Denys Jean, sous-ministre adjoint à l'Environnement, dûment autorisé aux termes des articles 7 et 8 de la Loi sur le ministère de l'Environnement et de la Faune (L.R.Q., c. M-15.2, n. 3;

ci-après appelés les «MINISTRES»

ET : HYDRO-QUÉBEC, corporation dûment constituée en vertu de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5), ici représentée par M. Roger Leclerc, chef de division responsable propriétés immobilières, dûment autorisé tel qu'il le déclare; en vertu d'une résolution adoptée par le conseil d'administration de ladite corporation à son assemblée tenue le 2 novembre 1995;

ci-après appelée «HYDRO-QUÉBEC»

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

I- MISE À LA DISPOSITION DES TERRAINS REQUIS POUR LES AMÉNAGEMENTS HYDROÉLECTRIQUES

1. Les MINISTRES, dûment autorisés en vertu du décret 585-95 du 26 avril 1995, mettent à la disposition d'HYDRO-QUÉBEC les terrains ci-après décrits, requis pour les aménagements hydroélectriques, et dont les originaux des plans d'arpentage sont déposés et conservés aux archives du Service de l'arpentage du ministère des Ressources naturelles :

Bassin-de-la-Rivière-Shipshaw

Les blocs dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-quatre, vingt-cinq et vingt-six (blocs 18, 19, 20, 21, 24, 25 et 26) de l'arpentage primitif du Bassin-de-la-Rivière-Shipshaw, correspondant aux blocs dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-quatre, vingt-cinq et vingt-six (blocs 18, 19, 20, 21, 24, 25 et 26) du cadastre du Bassin-de-la-Rivière-Shipshaw, formant une superficie réelle de cinq cent cinquante-six mille huit cent dix-neuf mètres carrés (556 819,0 m²).

Ces terrains publics sont montrés sur des plans préparés par l'arpenteur-géomètre Michel Corriveau, en date du 19 mars 1986, conservés sous les cotes plans Rivière *740 et *741 aux archives du Service de l'arpentage du ministère des Ressources naturelles.

Sur ces terrains, HYDRO-QUÉBEC pourra exercer les droits suivants :

- 1° les occuper en exclusivité pour construire, modifier ou reconstruire les aménagements hydroélectriques comme les centrales, les barrages, les ouvrages de retenue et d'emmagasinement, les ouvrages de prise d'eau et de canalisation, les canaux de fuite, les ouvrages régulateurs, les autres ouvrages connexes et les chemins d'accès;
- 2° les utiliser, les exploiter et en tirer profit;
- 3° les aménager et y prélever le sable, le gravier et la pierre à construire nécessaires à la construction, à l'entretien et à l'exploitation des aménagements hydroélectriques.

II- MISE À LA DISPOSITION DES TERRAINS REQUIS POUR LE RÉSERVOIR

2. Les MINISTRES mettent à la disposition d'HYDRO-QUÉBEC les terrains ci-après décrits, requis pour le réservoir, et dont les originaux des plans d'arpentage sont déposés et conservés aux archives du Service de l'arpentage du ministère des Ressources naturelles.

Sur ces terrains, HYDRO-QUÉBEC pourra exercer les droits suivants :

- 1° les occuper pour construire les digues et les ouvrages de retenue et d'emmagasinement;

2° les inonder en tout temps ou de façon intermittente, suivant la cote maximale de 399.81 mètres et causer l'érosion, l'infiltration, le refoulement des eaux et le glissement de terrain;

3° restreindre ou interdire pour des raisons d'intérêt public l'accès au réservoir, après entente avec le ministre d'État des Ressources naturelles.

Les MINISTRES renoncent pour eux-mêmes et leurs ayants cause au droit de réclamer quelque indemnité d'HYDRO-QUÉBEC pour tous dommages qui ont été ou seront causés à ces terrains dont la limite est fixée par la cote maximale établie ci-dessus, à toutes constructions y érigées et à tous biens qui pourraient s'y trouver, tels dommages pouvant résulter de l'exhaussement des eaux de la rivière en exploitation, par suite de toute construction, inondation, érosion, infiltration des eaux ou toutes autres causes attribuables à l'exploitation des aménagements hydroélectriques.

III- MISE À LA DISPOSITION DU POURTOUR DES TERRAINS REQUIS POUR LES AMÉNAGEMENTS HYDRO-ÉLECTRIQUES ET LE RÉSERVOIR

3. Les MINISTRES mettent à la disposition d'HYDRO-QUÉBEC le pourtour des terrains décrits aux articles 1 et 2, ci-après décrit, et dont les originaux des plans d'arpentage sont déposés et conservés aux archives du Service de l'arpentage du ministère des Ressources naturelles, pour y circuler en tout temps et pour y installer tout équipement pouvant servir à la détermination des mouvements du sol et des niveaux d'eau.

Bassin-de-la-Rivière-Shipshaw

Les blocs vingt-trois, vingt-sept, vingt-huit et vingt-neuf (blocs 23, 27, 28 et 29) de l'arpentage primitif du Bassin-de-la-Rivière-Shipshaw, correspondant aux blocs vingt-trois, vingt-sept, vingt-huit et vingt-neuf (blocs 23, 27, 28 et 29) du cadastre du Bassin-de-la-Rivière-Shipshaw, formant une superficie réelle de cinquante-deux mille cinq cent soixante-six mètres carrés (52 566,0 m²).

Ces terrains publics sont montrés sur des plans des arpenteurs-géomètres Michel Corriveau, en date du 19 mars 1986, et Jean-Pierre Toutant, en date du 23 juin 1987, sous la cote S-1071 de ses minutes, conservés sous les cotes respectives plan Rivière *740 et plan Rivière *780 aux archives du Service de l'arpentage du ministère des Ressources naturelles.

HYDRO-QUÉBEC ne pourra en aucun cas modifier l'élévation actuelle de ces terrains ou modifier l'état des berges.

Ces terrains peuvent être utilisés, loués ou cédés par les MINISTRES pour des fins gouvernementales, industrielles, récréatives, d'utilité publique ou autres, s'il est jugé, après consultation avec HYDRO-QUÉBEC, que cette utilisation, location ou cession est compatible avec l'exploitation des aménagements hydroélectriques de même qu'avec les usages et droits prévus aux présentes.

*33MISE À LA DISPOSITION DES FORCES HYDRAULIQUES

4. Le ministre d'État des Ressources naturelles met à la disposition d'HYDRO-QUÉBEC toutes les forces hydrauliques comprises dans le périmètre décrit aux articles 1 et 2.

V- OBLIGATIONS D'HYDRO-QUÉBEC

5. HYDRO-QUÉBEC s'engage à :

- 1° prendre les terrains décrits aux articles 1, 2 et 3 dans l'état où ils se trouvent avec tous les droits, circonstances et dépendances s'y rattachant;
- 2° conserver, maintenir en bon ordre et entretenir tout aménagement érigé sur les terrains mis à sa disposition pendant toute la durée des présentes;
- 3° advenant qu'ils ne soient plus requis, retourner gratuitement aux MINISTRES les droits consentis par les présentes sur les terrains et les forces hydrauliques mis à sa disposition ainsi que les aménagements visés aux présentes, sur préavis de deux ans, après entente avec les MINISTRES quant aux modalités de retour ou, à défaut, aux conditions fixées par les MINISTRES;

- 4° tenir les MINISTRES et le gouvernement indemnes de tous dommages que pourraient causer ses aménagements et leur exploitation et de toute réclamation relative aux droits que des tiers pourraient détenir sur les terrains mis à sa disposition;
- 5° donner, lors d'une demande de consultation visée aux articles 3 et 8, son avis dans les 60 jours de la demande. Passé ce délai, à moins d'avis contraire de la part d'HYDRO-QUÉBEC, cette dernière sera présumée consentir à la demande. En cas de désaccord d'HYDRO-QUÉBEC à l'intérieur du délai de 60 jours, le ministre d'État des Ressources naturelles pourra consentir le droit à un tiers à la condition qu'il tienne HYDRO-QUÉBEC indemne et à couvert contre toute réclamation, demande, poursuite pouvant être intentée contre elle, en raison du droit ainsi consenti.

VI. AUTRES DISPOSITIONS

6. La présente mise à la disposition est à titre gratuit.
7. Les frais d'arpentage et de confection des plans ainsi que les frais d'actes et d'enregistrement sont à la charge d'HYDRO-QUÉBEC.
8. Lors d'une demande d'autorisation de jalonner ou de désigner sur carte, conformément au 4^e paragraphe de l'article 32 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1), sur un terrain mis à la disposition d'HYDRO-QUÉBEC, le ministre d'État des Ressources naturelles consultera HYDRO-QUÉBEC.
9. Pour des raisons de sécurité ou de force majeure, HYDRO-QUÉBEC peut interdire pour une période d'au plus un mois, l'accès au territoire public adjacent aux terrains mis à sa disposition, en installant des barrières ou autres infrastructures sur les terrains mis à sa disposition. Elle doit en informer le ministre d'État des Ressources naturelles.

Pour prolonger ce délai, HYDRO-QUÉBEC devra obtenir au préalable un avis favorable du ministre d'État des Ressources naturelles.

10. La présente convention prend effet à compter de la dernière date de signature et vaudra aussi longtemps que les immeubles ou les forces hydrauliques seront utilisés à des fins d'exploitation hydroélectrique.

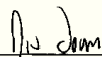
EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en trois exemplaires.

À Montréal, le 12^e jour du mois de *septembre*
l'année mil neuf cent quatre-vingt-seize



Chef de division responsable
propriétés immobilières
Hydro-Québec

À Sainte-Foy, le 5^e jour du mois de février
de l'année mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept



Sous-ministre adjoint
Ministère de l'Environnement et
de la Faune

À Charlesbourg, le 29^e jour du mois de *mai*
l'année mil neuf cent quatre-vingt-seize



Chef du Service de la
concession des terres
Ministère des Ressources naturelles